



Ajournement de mon dossier de naturalisation

Par hahouhi

Bonjour, je vous sou mets ma lettre de recours hiérarchique envoyé au Ministre chargé de naturalisation et je veux votre avis et vos conseils:
Monsieur le Ministre,

Je soussignée XXXXXX me permets de solliciter votre bienveillance par la présente afin de contester la décision d'ajournement dont a fait l'objet ma demande de naturalisation française conformément aux dispositions de l'article 45 du décret 3-1362 du 30 décembre 1993 modifié.

En effet, j'ai déposé une demande de naturalisation le 25/11/2021 à la préfecture d'Essonne, suite à mon engagement lors de la période de Covid19, qui a été ajournée de deux ans en date du 04/09/2023. Cependant, le motif invoqué pour ajourner ma demande me semble injustifié et non appliqué aux milliers d'étrangers en première ligne lors du Covid19 et qui ont été naturalisés suite à leurs dévouement. La lettre d'ajournement stipule que j'ai séjourné en France d'une façon irrégulière de 2016 à 2018, ce que je ne conteste absolument pas. Mais les raisons de ce séjour n'ont pas été prises en compte, à savoir :

- J'ai fait mes études primaires et collégiales dans une école privée au Maroc. Et par conséquent, j'ai appris le français et l'anglais depuis ma première année de l'école ;
- Après avoir eu mon brevet, je me suis inscrite dans un lycée public et c'est là où mes problèmes ont commencé. En effet, j'ai été contrainte d'étudier les matières scientifiques en arabe puisque le Maroc a arabisé son enseignement primaire, collégial et secondaire depuis 1985 tout en maintenant le français au supérieur ;
- Après deux années au lycée mes parents ont décidé de prendre une décision radicale et douloureuse en m'envoyant faire le reste de mes études en France puisque j'ai toujours détesté l'arabe (Toute ma famille est amzighophone) et ils n'ont pas les moyens de m'inscrire dans les établissements de missions étrangères (Françaises et autres) au Maroc.

Bref, en arrivant en France je me suis intégrée facilement dans la société française. En effet :

- J'ai fais mes études secondaires, supérieurs, obtenu mon diplôme (Titre RNCP5) et je prépare actuellement mon Titre RNCP6 (Conseiller financier) dans le cadre d'un contrat de professionnalisation avec la caisse d'épargne agence XXXXX ;
- J'ai préparé mon diplôme de BAFA et j'ai encadré des jeunes dans des colonies de vacances ;
- J'ai toujours déclaré mes ressources et payé mes impôts ;
- Je me suis mariée, j'ai un enfant née en France et par conséquent mon avenir est là et pas ailleurs ;
- Je n'ai pas hésité un instant à m'exposer aux dangers lors de la période Covid19 alors que j'avais la possibilité comme mes collègues de bénéficier d'un chômage partiel.

Ceci dit, et afin de s'assurer de la véracité de mes propos, je vous prie de contacter mes supérieurs à l'agence caisse d'épargne XXXXX pour vous témoigner de mon sérieux et de mon abnégation.

En conséquence, je forme auprès de votre autorité un recours hiérarchique dans l'espoir que vous reconsidériez ma demande.

En vous remerciant pour l'attention que vous porterez à ce courrier, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération distinguée.

Signée : XXXXXX

Pièces jointes :

- Notification d'ajournement ;
- CERFA caisse d'épargne ;
- Titre RNCP5 ;
- Attestations BAFA ;
- Attestations Covid19 ;
- Les avis d'impositions ;
- Copie intégrale de l'acte de mariage ;

- Copie intégrale de l'acte de naissance de mon fils.